

Répertoire n° 48163
Date : le 02/05/2025
Dossier n° 2241924 / JIV
Modifications statutaires
Droit d'écriture : 100,00 €
Annexes :

« GROUPE BRUXELLES LAMBERT »
En abrégé « GBL »
Société anonyme
Siège à 1000 Bruxelles, Avenue Marnix 24
Numéro d'Entreprise : 0407.040.209 RPM Bruxelles

ANNULATION D' ACTIONS PROPRES
ACQUISITION ET ALIÉNATION D' ACTIONS PROPRES
CAPITAL AUTORISÉ
MODIFICATIONS DES STATUTS
POUVOIRS

L'an deux mille vingt-cinq.
Le deux mai.

A 1000 Bruxelles, Place Poelaert 6.

Par devant nous, Maître **Catherine HATERT**, Notaire à la résidence de Saint-Josse-ten-Noode, exerçant sa fonction au sein de la société à responsabilité limitée dénommée « ACTEA, notaires associés », ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, rue Royale 163 (numéro d'entreprise 0692.642.158 RPM Bruxelles).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme « **GROUPE BRUXELLES LAMBERT** », en néerlandais « **GROEP BRUSSEL LAMBERT** », en abrégé « **GBL** », ayant son siège à 1000 Bruxelles, Avenue Marnix 24, immatriculée à la Banque Carrefour des Entreprises et au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 0407.040.209, et assujettie à la Taxe sur la Valeur Ajoutée sous le numéro BE0407.040.209.

Société constituée suivant acte reçu par Maître Edouard VAN HALTEREN, Notaire ayant résidé à Bruxelles, le 4 janvier 1902, publié aux Annexes du Moniteur belge du 10 janvier 1902, sous le numéro 176.

Prorogée aux termes du procès-verbal dressé par Maître Albert RAUCQ, Notaire ayant résidé à Bruxelles, le 15 juin 1960, publié aux Annexes du Moniteur belge du 4 juillet 1960, sous le numéro 19.869.

Dont les statuts ont été modifiés à diverses reprises et pour la dernière fois suivant procès-verbal dressé par Maître Catherine HATERT, Notaire à Saint-Josse-Ten-Noode, le 2 mai 2024, publié par extraits aux Annexes du Moniteur belge du 7 mai 2024, sous le numéro 24395274 et du 5 août 2024, sous le numéro 24117261.

Le bureau de l'Assemblée a requis le notaire soussigné d'acter authentiquement ce qui suit :

BUREAU

La séance est ouverte à 14 heures 30, sous la présidence de Monsieur Paul Desmarais, jr., élisant domicile à 1000 Bruxelles, avenue Marnix 24.

Le Président désigne comme **secrétaire** de l'Assemblée :

- Priscilla Maters, née à Uccle le 26 avril 1978, domiciliée à 1160 Auderghem, Avenue Vandromme 10.

L'Assemblée désigne comme **scrutateurs** :

- Victor Delloye, né à Huy le 27 septembre 1953, domicilié à 1380 Lasne, Rue du Cortil Bailly 21, et

- Mark Keller, né à Atlanta (USA) le 15 janvier 1963, domicilié à 1225 Chêne-Bourg (Suisse), avenue Petit-Senn 31a.

Le bureau est ainsi composé conformément à l'article 32 alinéas 1 et 2 des statuts.

Les Administrateurs suivants sont présents :

- Paul Desmarais, jr.

- Ian Gallienne

- Jacques Veyrat

- Agnès Touraine

- Ségolène Gallienne-Frère

- Christian Van Thillo

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE

Sont présents ou représentés, les actionnaires dont les noms, prénoms et domiciles, ou les dénominations et sièges, ainsi que le nombre de titres de chacun d'eux, sont mentionnés dans la liste de présences ci-annexée.

Cette liste de présences est signée par chacun des actionnaires ou leurs mandataires ; elle est arrêtée et signée par les membres du bureau.

Après lecture, cette liste de présences est revêtue de la mention « Annexe » et signée par Nous, Notaire.

Les procurations mentionnées dans ladite liste de présences sont toutes sous seing privé et demeurent également ci-annexées.

EXPOSÉ DU PRESIDENT

Le Président expose et requiert le notaire soussigné d'acter ce qui suit :

I. ORDRE DU JOUR :

L'Assemblée a été convoquée pour délibérer sur l'ordre du jour qui suit :

1. Annulation d'actions propres

Proposition d'annuler 5.200.000 actions propres acquises par la société.

La réserve indisponible créée pour l'acquisition des actions propres serait annulée en vertu de l'article 7:219, §4 du Code des sociétés et des associations.

En conséquence, l'article 4 des statuts serait modifié de la manière suivante :

« Le capital est fixé à six cent cinquante-trois millions cent trente-six mille trois cent cinquante-six euros et quarante-six cents (653.136.356,46 EUR).

Il est représenté par cent trente-trois millions deux cent mille actions (133.200.000), sans mention de valeur nominale, représentant chacune un / cent trente-trois millions deux cent millième (1/133.200.000^{ème}) du capital.

Chacune de ces actions est entièrement libérée. »

2. Acquisition et aliénation d'actions propres

2.1. Proposition de renouveler l'autorisation à la société, pour une période de cinq (5) ans prenant cours à dater de la publication du procès-verbal de la présente Assemblée, d'acquérir un maximum de vingt pour cent (20 %) du nombre de ses propres actions existantes à l'issue de la présente Assemblée à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze (12) derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération et de renouveler l'autorisation aux filiales directes de la société, au sens et dans

les limites de l'article 7:221, alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, d'acquérir les actions de la société aux mêmes conditions.

Jusqu'à l'approbation de cette proposition de décision et sa publication aux Annexes du Moniteur belge, l'autorisation existante continuera à s'appliquer.

2.2. En conséquence, sous réserve de l'approbation de la proposition de décision 2.1., l'article 7 des statuts serait rédigé de la manière suivante :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'Assemblée Générale, conformément aux articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et aux articles 8.2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations, et dans les limites qu'ils prévoient, acquérir un maximum de vingt pour cent (20 %) du nombre de ses propres actions existantes à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025 à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze (12) derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération. Cette faculté s'étend à l'acquisition d'actions de la société par une de ses filiales directes, au sens et dans les limites de l'article 7:221, alinéa 1^{er} du Code des sociétés et des associations.

L'autorisation qui précède est valable pendant cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Conformément à l'article 7:218, §1, 4° du Code des sociétés et des associations, la société est autorisée à aliéner les actions acquises en vertu du présent article, moyennant l'équivalence du prix offert, à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel ; dans ce cas, les administrateurs qui représentent en fait cette ou ces personne(s) ou les personnes qui lui ou leur sont liées ne peuvent pas participer au vote au sein du Conseil d'Administration. »

3. Capital autorisé

3.1. Communication du rapport spécial établi par le Conseil d'Administration, conformément à l'article 7:199, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations, indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles il pourra utiliser le capital autorisé et les objectifs que, ce faisant, il poursuivra.

3.2. Proposition de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, pendant une période de cinq (5) ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de la présente Assemblée, de procéder à des augmentations de capital, à concurrence d'un montant de soixante-cinq millions d'euros (65.000.000 EUR).

Jusqu'à l'approbation de cette proposition de décision et sa publication aux Annexes du Moniteur belge, l'autorisation existante continuera à s'appliquer.

3.3. En conséquence, sous réserve de l'approbation de la proposition de décision 3.2., l'article 12 des statuts serait rédigé de la manière suivante :

« 1. Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale, prise dans les formes et conditions prévues pour les modifications des statuts.

2. En outre, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence de soixante-cinq millions d'euros (65.000.000,00 EUR) ; l'autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Cette autorisation est renouvelable une ou plusieurs fois, pour une durée n'excédant pas cinq ans, par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant dans les conditions fixées par la loi.

Les augmentations de capital décidées en vertu de la présente autorisation peuvent se réaliser par apport en numéraire, par apport en nature dans les limites légales, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, avec ou sans droits de souscription.

Lorsque, dans le cadre de la présente autorisation, le Conseil d'Administration décide d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles, à souscrire en espèces, il peut, dans l'intérêt social et dans le respect des conditions prescrites par les dispositions légales en vigueur, limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires. Le Conseil d'Administration peut également limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales. Dans ce cas, le(s) administrateur(s) qui représente(nt) en fait le(s) bénéficiaire(s) de l'exclusion du droit de préférence ou une personne liée au bénéficiaire au sens de l'article 7:193, §1, alinéa 6 du Code des sociétés et des associations, ne peut(vent) pas participer au vote.

Le Conseil d'Administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, toute convention destinée à assurer la souscription de tout ou partie des nouveaux titres à émettre.

Lorsqu'il fait usage de l'autorisation d'augmenter le capital, le Conseil, ayant la faculté de substituer, est compétent pour adapter les statuts à l'effet de modifier le montant du capital et, en cas d'émission de titres nouveaux, le nombre d'actions, pour compléter l'historique du capital ainsi que, par une disposition transitoire statutaire, pour indiquer dans quelle mesure il a fait usage de son pouvoir d'augmenter le capital.

3. Lorsque l'augmentation de capital décidée par le Conseil d'Administration comporte une prime d'émission, le montant de celle-ci, après imputation éventuelle des frais, doit être affecté à un compte indisponible qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital, sous réserve de son incorporation au capital par le Conseil d'Administration comme prévu au point 2. »

3.4. Proposition de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, pendant une période de cinq (5) ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de la présente Assemblée, de procéder à l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations remboursables en actions, subordonnées ou non, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers, attachés ou non à des obligations ou à d'autres titres et qui peuvent donner lieu à terme à des augmentations de capital, à concurrence d'un montant maximum tel que le montant des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des droits de conversion ou de souscription, attachés ou non à de tels titres, ne dépasse pas la limite du capital restant autorisé par l'article 12 des statuts.

Jusqu'à l'approbation de cette proposition de décision et sa publication aux Annexes du Moniteur belge, l'autorisation existante continuera à s'appliquer.

3.5. En conséquence, sous réserve de l'approbation de la proposition de décision 3.4., l'article 13 des statuts serait rédigé de la manière suivante :

« 1. La société peut émettre des obligations ; elles revêtiront soit la forme nominative, soit la forme dématérialisée. Tout propriétaire d'obligations dématérialisées peut à tout moment demander la conversion de ses titres en forme nominative.

2. S'il s'agit d'obligations autres que celles visées au point 3 ci-après, la décision peut être prise par le Conseil d'Administration qui détermine le type et le taux d'intérêt, le mode et l'époque des amortissements ou remboursements, les garanties spéciales ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

3. S'il s'agit d'obligations convertibles ou remboursables en actions, subordonnées ou non, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers, attachés ou non à des obligations ou à d'autres titres qui peuvent donner lieu à terme à des augmentations de capital, la décision est prise soit par l'Assemblée Générale statuant aux conditions fixées par la loi, soit par le Conseil d'Administration dans la limite du capital autorisé.

A cet effet, le Conseil d'Administration est autorisé à décider l'émission de ces titres, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum tel que le montant des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des droits de conversion ou de souscription attachés ou non à de tels titres ne dépasse pas la limite du capital restant autorisé par l'article 12 des statuts.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Cette autorisation est renouvelable une ou plusieurs fois pour une durée n'excédant pas cinq ans par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant dans les conditions fixées par la loi.

Lorsque le Conseil d'Administration procède à une émission des titres ci-dessus, il est autorisé à limiter ou à supprimer, dans l'intérêt social et dans le respect des conditions prescrites par les dispositions légales en vigueur, le droit de préférence des actionnaires. Le Conseil d'Administration peut également limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société lorsqu'il s'agit de l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations remboursables en actions. Dans ce cas, le(s) administrateur(s) qui représente(nt) en fait le(s) bénéficiaire(s) de l'exclusion du droit de préférence ou une personne liée au bénéficiaire au sens de l'article 7:193, §1^{er}, alinéa 6 du Code des sociétés et des associations, ne peut(vent) pas participer au vote.

Lorsqu'il fait usage de la faculté d'émettre des obligations convertibles ou des obligations remboursables en actions ou des droits de souscription ou d'autres instruments financiers, le Conseil est autorisé, avec pouvoir de substituer, à indiquer dans une disposition transitoire statutaire dans quelle mesure ces émissions réalisées peuvent être de nature à augmenter le capital et à augmenter le nombre de titres émis et il peut, à mesure de la conversion ou du remboursement de ces obligations ou de l'exercice des droits de souscription ou des droits sur d'autres valeurs, adapter dans les statuts le montant du capital souscrit, le nombre de titres existants et compléter l'historique du capital.

Les primes d'émission, s'il en existe, seront affectées au compte "Primes d'émission", qui, comme le capital, constituera la garantie des tiers et dont il ne pourra être disposé que conformément aux dispositions légales en vigueur pour la réduction du capital, sauf s'il s'agit de l'incorporation de ces primes au compte "Capital". »

4. Pouvoirs

Proposition de déléguer tous pouvoirs à tout employé de Groupe Bruxelles Lambert avec faculté de substitution et, le cas échéant, sans préjudice d'autres délégations de pouvoirs, afin de (i) coordonner les statuts pour prendre en compte les modifications qui précèdent, signer les versions coordonnées des statuts et les déposer auprès du greffe du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, et (ii) effectuer toutes autres formalités de dépôt ou de publication relatives aux décisions qui précèdent.

Pour pouvoir être adoptées, les propositions reprises sous les points 1. à 3. de l'ordre du jour de cette Assemblée requièrent un quorum de la moitié du capital et un vote à la majorité des trois quarts des voix émises à l'Assemblée. La proposition reprise au point 4. ne nécessite pas de quorum et requiert un vote à la majorité simple des voix émises à l'Assemblée.

II. CONVOCATIONS

1. Les convocations contenant l'ordre du jour ont été faites conformément à l'article 7:128 du Code des sociétés et des associations et ont été diffusées de la manière suivante :

- par publication dans le Moniteur belge du 2 avril 2025 sous le numéro 2025700858 ;
- par publication dans L'Echo du 2 avril 2025 ;
- par publication dans De Tijd du 2 avril 2025 ;
- par diffusion dans des médias dont on peut raisonnablement attendre une diffusion efficace des informations auprès du public dans l'ensemble de l'Espace économique européen et qui sont accessibles rapidement et de manière non discriminatoire ;
- sur le site Internet de la société www.gbl.com sous le lien <https://www.gbl.com/fr/general-meeting>.

Les justificatifs ont été communiqués aux membres du bureau.

2. Les titulaires d'actions nominatives, les Administrateurs et le Commissaire ont en outre été convoqués par courrier ou par courrier électronique, conformément à l'article 2:32 du Code des sociétés et des associations, le 2 avril 2025. Une copie desdits courrier et courrier électronique a été communiquée aux membres du bureau.

III. QUORUM

Il existe actuellement cent trente-huit millions quatre cent mille actions (138.400.000), sans mention de valeur nominale, représentant chacune un / cent trente-huit millions quatre cent millième (1/138.400.000^{ème}) du capital, toutes entièrement libérées.

Il n'existe pas d'autres titres donnant le droit de vote aux Assemblées Générales ou dont les titulaires doivent être convoqués aux Assemblées Générales conformément à l'article 7:128 du Code des sociétés et des associations.

Après vérification par les scrutateurs de la liste de présences, des procurations et des formulaires de vote par correspondance, il résulte que le nombre d'actionnaires présents ou représentés s'élève à 1.231.

Ces actionnaires disposent de 84.960.070 actions sur un total de 138.400.000 actions (soit 61,39 % ou plus que la moitié du capital), représentant 132.482.319 voix.

L'Assemblée est donc en nombre pour délibérer et statuer valablement sur les propositions à l'ordre du jour.

IV. ADMISSION À L'ASSEMBLÉE

Pour être admis à l'Assemblée, les actionnaires se sont conformés à l'article 28 des statuts relatif aux formalités d'admission.

L'Assemblée est diffusée en direct sur le site Internet de la société en format vidéo (*webcast*) à l'attention des actionnaires qui en ont exprimé le souhait.

V. DROIT DE VOTE – MAJORITÉ

Chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions qui donnent droit à un double droit de vote, conformément à l'article 11 des statuts.

Pour être admises :

- les propositions sub 1. à 3. à l'ordre du jour doivent réunir les trois quarts des voix exprimées (sans qu'il soit tenu compte des abstentions dans le numérateur ou dans le dénominateur), conformément aux articles 7:215 §1 1° et 7:153 du Code des sociétés et des associations ;

- la proposition sub 4. à l'ordre du jour doit réunir la simple majorité des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sans tenir compte des abstentions, conformément à l'article 27 alinéa 3 des statuts.

VI. QUESTIONS

Le Président et les Administrateurs présents répondent aux questions qui leur sont posées en séance par les actionnaires au sujet des points à l'ordre du jour.

CONSTATATION DE LA VALIDITE DE L'ASSEMBLEE

Cet exposé étant vérifié et reconnu exact par l'Assemblée, celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour.

DÉLIBÉRATIONS ET RÉOLUTIONS

Après délibération sur les points à l'ordre du jour, l'Assemblée adopte les résolutions suivantes :

1. Annulation d'actions propres

L'Assemblée décide d'annuler 5.200.000 actions propres acquises par la société et d'annuler la réserve indisponible créée pour l'acquisition des actions propres, en vertu de l'article 7:219 §4 du Code des sociétés et des associations.

L'Assemblée décide, en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts comme suit :

« Le capital est fixé à six cent cinquante-trois millions cent trente-six mille trois cent cinquante-six euros et quarante-six cents (653.136.356,46 EUR).

Il est représenté par cent trente-trois millions deux cent mille actions (133.200.000), sans mention de valeur nominale, représentant chacune un / cent trente-trois millions deux cent millième (1/133.200.000^{ème}) du capital.

Chacune de ces actions est entièrement libérée. »

VOTE

Cette résolution est adoptée à la majorité des trois quarts des voix, soit :

- Pour :	132.371.239	(99,92 %)
- Contre :	110.182	(0,08 %)
- Abstentions :	898	

2. Acquisition et aliénation d'actions propres

2.1.

L'Assemblée décide de renouveler l'autorisation au Conseil d'Administration, pour une période de cinq (5) ans prenant cours à la date de la publication du procès-verbal de la présente Assemblée, d'acquérir un maximum de vingt pour cent (20 %) du nombre de ses propres actions existantes à l'issue de la présente Assemblée à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze (12) derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération et de renouveler l'autorisation aux filiales directes de la société, au sens et dans les limites de l'article 7:221,

alinéa 1^{er}, du Code des sociétés et des associations, d'acquérir les actions de la société aux mêmes conditions.

Cette autorisation sera valable à dater de sa publication aux Annexes du Moniteur belge. Jusqu'à cette publication, l'autorisation existante continue à s'appliquer.

VOTE

Cette résolution est adoptée à la majorité des trois quarts des voix, soit :

- Pour :	119.183.637	(89,97 %)
- Contre :	13.284.174	(10,03 %)
- Abstentions :	14.508	

2.2. L'Assemblée décide, en conséquence, de modifier l'article 7 des statuts comme suit :

« La société peut, sans autorisation préalable de l'Assemblée Générale, conformément aux articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations et aux articles 8.2 et suivants de l'arrêté royal portant exécution du Code des sociétés et des associations, et dans les limites qu'ils prévoient, acquérir un maximum de vingt pour cent (20 %) du nombre de ses propres actions existantes à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025 à un prix unitaire qui ne pourra être inférieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus bas des douze (12) derniers mois précédant l'opération et qui ne pourra être supérieur de plus de dix pour cent (10 %) au cours le plus haut des vingt (20) dernières cotations précédant l'opération. Cette faculté s'étend à l'acquisition d'actions de la société par une de ses filiales directes, au sens et dans les limites de l'article 7:221, alinéa 1^{er} du Code des sociétés et des associations.

L'autorisation qui précède est valable pendant cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Conformément à l'article 7:218, §1, 4° du Code des sociétés et des associations, la société est autorisée à aliéner les actions acquises en vertu du présent article, moyennant l'équivalence du prix offert, à une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel ; dans ce cas, les administrateurs qui représentent en fait cette ou ces personne(s) ou les personnes qui lui ou leur sont liées ne peuvent pas participer au vote au sein du Conseil d'Administration. »

3. Capital autorisé

3.1. L'Assemblée dispense le Président de donner lecture du rapport spécial établi par le Conseil d'Administration, conformément à l'article 7:199, alinéa 2 du Code des sociétés et des associations, indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles il pourra utiliser le capital autorisé et les objectifs que, ce faisant, il poursuivra.

Chaque titulaire d'actions a reçu une copie de ce rapport ou a pu en prendre connaissance comme il est dit au point II de l'exposé du Président ci-avant.

Un exemplaire de ce rapport demeure ci-annexé.

3.2. L'Assemblée décide de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, pendant une période de cinq (5) ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de la présente Assemblée, de procéder à des augmentations de capital, à concurrence d'un montant de soixante-cinq millions d'euros (65.000.000 EUR).

Cette autorisation sera valable à dater de sa publication aux Annexes du Moniteur belge. Jusqu'à cette publication, l'autorisation existante continue à s'appliquer.

VOTE

Cette résolution est adoptée à la majorité des trois quarts des voix, soit :

- Pour : 129.105.462 (97,46 %)
- Contre : 3.366.621 (2,54 %)
- Abstentions : 10.236

3.3. L'Assemblée décide, en conséquence, de modifier l'article 12 des statuts comme suit :

« 1. Le capital peut être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale, prise dans les formes et conditions prévues pour les modifications des statuts.

2. En outre, le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital en une ou plusieurs fois, à concurrence de soixante-cinq millions d'euros (65.000.000,00 EUR) ; l'autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Cette autorisation est renouvelable une ou plusieurs fois, pour une durée n'excédant pas cinq ans, par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant dans les conditions fixées par la loi.

Les augmentations de capital décidées en vertu de la présente autorisation peuvent se réaliser par apport en numéraire, par apport en nature dans les limites légales, par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles, ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, avec ou sans droits de souscription.

Lorsque, dans le cadre de la présente autorisation, le Conseil d'Administration décide d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles, à souscrire en espèces, il peut, dans l'intérêt social et dans le respect des conditions prescrites par les dispositions légales en vigueur, limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires. Le Conseil d'Administration peut également limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du personnel de la société ou de ses filiales. Dans ce cas, le(s) administrateur(s) qui représente(nt) en fait le(s) bénéficiaire(s) de l'exclusion du droit de préférence ou une personne liée au bénéficiaire au sens de l'article 7:193, §1, alinéa 6 du Code des sociétés et des associations, ne peut(vent) pas participer au vote.

Le Conseil d'Administration aura, dans tous les cas, la faculté de passer aux clauses et conditions qu'il avisera, toute convention destinée à assurer la souscription de tout ou partie des nouveaux titres à émettre.

Lorsqu'il fait usage de l'autorisation d'augmenter le capital, le Conseil, ayant la faculté de substituer, est compétent pour adapter les statuts à l'effet de modifier le montant du capital et, en cas d'émission de titres nouveaux, le nombre d'actions, pour compléter l'historique du capital ainsi que, par une disposition transitoire statutaire, pour indiquer dans quelle mesure il a fait usage de son pouvoir d'augmenter le capital.

3. Lorsque l'augmentation de capital décidée par le Conseil d'Administration comporte une prime d'émission, le montant de celle-ci, après imputation éventuelle des frais, doit être affecté à un compte indisponible qui constituera, à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra être réduit ou supprimé que par une décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions de quorum et de majorité requises pour la réduction du capital, sous réserve de son incorporation au capital par le Conseil d'Administration comme prévu au point 2. »

3.4. L'Assemblée décide de renouveler l'autorisation conférée au Conseil d'Administration, pendant une période de cinq (5) ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de la présente Assemblée, de procéder à l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations remboursables en actions, subordonnées ou non, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers, attachés ou non à des obligations ou à d'autres titres et qui peuvent donner lieu à terme à des augmentations de capital, à concurrence d'un montant maximum tel que le montant des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des droits de conversion ou de souscription, attachés ou non à de tels titres, ne dépasse pas la limite du capital restant autorisé par l'article 12 des statuts.

Cette autorisation sera valable à dater de sa publication aux Annexes du Moniteur belge. Jusqu'à cette publication, l'autorisation existante continue à s'appliquer.

VOTE

Cette résolution est adoptée à la majorité des trois quarts des voix, soit :

- Pour :	129.018.853	(97,54 %)
- Contre :	3.249.080	(2,46 %)
- Abstentions :	214.386	

3.5. L'Assemblée décide, en conséquence, de modifier l'article 13 des statuts comme suit :

« 1. La société peut émettre des obligations ; elles revêtiront soit la forme nominative, soit la forme dématérialisée. Tout propriétaire d'obligations dématérialisées peut à tout moment demander la conversion de ses titres en forme nominative.

2. S'il s'agit d'obligations autres que celles visées au point 3 ci-après, la décision peut être prise par le Conseil d'Administration qui détermine le type et le taux d'intérêt, le mode et l'époque des amortissements ou remboursements, les garanties spéciales ainsi que toutes autres conditions de l'émission.

3. S'il s'agit d'obligations convertibles ou remboursables en actions, subordonnées ou non, de droits de souscription ou d'autres instruments financiers, attachés ou non à des obligations ou à d'autres titres qui peuvent donner lieu à terme à des augmentations de capital, la décision est prise soit par l'Assemblée Générale statuant aux conditions fixées par la loi, soit par le Conseil d'Administration dans la limite du capital autorisé.

A cet effet, le Conseil d'Administration est autorisé à décider l'émission de ces titres, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum tel que le montant des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des droits de conversion ou de souscription attachés ou non à de tels titres ne dépasse pas la limite du capital restant autorisé par l'article 12 des statuts.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mai 2025.

Cette autorisation est renouvelable une ou plusieurs fois pour une durée n'excédant pas cinq ans par l'Assemblée Générale des actionnaires statuant dans les conditions fixées par la loi.

Lorsque le Conseil d'Administration procède à une émission des titres ci-dessus, il est autorisé à limiter ou à supprimer, dans l'intérêt social et dans le respect des conditions prescrites par les dispositions légales en vigueur, le droit de préférence des actionnaires. Le Conseil d'Administration peut également limiter ou supprimer le droit de préférence des actionnaires en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées autres que les membres du

personnel de la société lorsqu'il s'agit de l'émission d'obligations convertibles ou d'obligations remboursables en actions. Dans ce cas, le(s) administrateur(s) qui représente(nt) en fait le(s) bénéficiaire(s) de l'exclusion du droit de préférence ou une personne liée au bénéficiaire au sens de l'article 7:193, §1^{er}, alinéa 6 du Code des sociétés et des associations, ne peut(vent) pas participer au vote.

Lorsqu'il fait usage de la faculté d'émettre des obligations convertibles ou des obligations remboursables en actions ou des droits de souscription ou d'autres instruments financiers, le Conseil est autorisé, avec pouvoir de substituer, à indiquer dans une disposition transitoire statutaire dans quelle mesure ces émissions réalisées peuvent être de nature à augmenter le capital et à augmenter le nombre de titres émis et il peut, à mesure de la conversion ou du remboursement de ces obligations ou de l'exercice des droits de souscription ou des droits sur d'autres valeurs, adapter dans les statuts le montant du capital souscrit, le nombre de titres existants et compléter l'historique du capital.

Les primes d'émission, s'il en existe, seront affectées au compte "Primes d'émission", qui, comme le capital, constituera la garantie des tiers et dont il ne pourra être disposé que conformément aux dispositions légales en vigueur pour la réduction du capital, sauf s'il s'agit de l'incorporation de ces primes au compte "Capital". »

4. Pouvoirs

L'Assemblée décide de déléguer tous pouvoirs à tout employé de Groupe Bruxelles Lambert avec faculté de substitution et, le cas échéant, sans préjudice d'autres délégations de pouvoirs, afin de (i) coordonner les statuts pour prendre en compte les modifications qui précèdent, signer les versions coordonnées des statuts et les déposer auprès du greffe du Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, et (ii) effectuer toutes autres formalités de dépôt ou de publication relatives aux décisions qui précèdent.

VOTE

Cette résolution est adoptée à la majorité simple des voix, soit :

- Pour :	132.373.515	(99,99 %)
- Contre :	3.317	(0,01 %)
- Abstentions :	105.487	

DROIT D'ECRITURE

Le droit d'écriture s'élève à cent euros (100,00 €).

CERTIFICAT D'IDENTITE

Conformément à l'article 11 de la loi de Ventôse, le Notaire certifie les nom, prénoms, lieu et date de naissance et domicile des comparants au vu de leur carte d'identité.

INFORMATION – CONSEIL

1. Le projet de procès-verbal a été communiqué par l'Etude du Notaire soussigné le 18 avril 2025.

2. Les membres du bureau déclarent que le Notaire les a entièrement informés sur leurs droits, obligations et charges découlant des actes juridiques dans lesquels ils sont intervenus et qu'il les a conseillés en toute impartialité.

La séance est levée à 15 heures.

De tout quoi, le Notaire soussigné a dressé le présent procès-verbal.

DONT PROCES-VERBAL.

Dressé lieu et date que dessus.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partiellement des autres dispositions, les membres du bureau ont signé avec nous, notaire.

Le texte néerlandais suit.

Repertorium n°
Datum : 02/05/2025
Dossier n° 2241924 / JIV
Wijziging statuten
Recht op geschrift : 100,00 €
Bijlage :

« GROEP BRUSSEL LAMBERT »
Afgekort « GBL »
Naamloze Vennootschap
Zetel te 1000 Brussel, Marnixlaan 24
Ondernemingsnummer: 0407.040.209 RPR Brussel

VERNIETIGING VAN EIGEN AANDELEN
VERKRIJGING EN VERVREEMDING VAN EIGEN AANDELEN
TOEGESTAAN KAPITAAL
WIJZIGING STATUTEN
BEVOEGDHEDEN

Het jaar tweeduizend vijftientig.
Op twee mei.
Te 1000 Brussel, Poelaertplein 6.

Voor ons, Meester **Catherine HATERT**, Notaris te Sint-Joost-Ten-Node, die haar ambt uitoefent in het kader van de besloten vennootschap "ACTEA, geassocieerde notarissen" met zetel te Sint-Joost-Ten-Node, Koningstraat 163 (ondernemingsnummer 0692.642.158 RPR Brussel).

Is bijeengekomen de Buitengewone Algemene Vergadering van de aandeelhouders van de naamloze vennootschap "**GROEP BRUSSEL LAMBERT**", in het Frans "**GROUPE BRUXELLES LAMBERT**" genoemd, afgekort "**GBL**", met zetel te 1000 Brussel, Marnixlaan 24, ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen en het Rechtspersonenregister van Brussel onder nummer 0407.040.209, en onderworpen aan de Belasting over de Toegevoegde Waarde onder nummer BE0407.040.209.

Vennootschap opgericht ingevolge akte verleden voor Meester Edouard VAN HALTEREN, destijds Notaris te Brussel, op 4 januari 1902, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 10 januari 1902, onder nummer 176.

Verlengd ingevolge proces-verbaal opgesteld door Meester Albert RAUCQ, destijds Notaris te Brussel, op 15 juni 1960, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 4 juli 1960 onder nummer 19.869.

Statuten meermaals gewijzigd en voor de laatste maal ingevolge proces-verbaal opgesteld door Meester Catherine HATERT, Notaris te Sint-Joost-Ten-Node, op 2 mei 2024, bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van 17 mei 2024 onder nummer 24395274 en van 5 augustus 2024 onder nummer 24117261.

Het bureau van de Vergadering heeft ondergetekende notaris verzocht authenticiek op te stellen wat volgt:

BUREAU

De zitting wordt geopend om 14 uur 30 onder de Voorzitterschap van de heer Paul Desmarais, jr., woonst kiezend te 1000 Brussel, Marnixlaan 24.

De Voorzitter duidt aan als **secretaris** van de Vergadering:

- Priscilla Maters, geboren te Ukkel op 26 april 1978, wonende te 1160 Auderghem, Vandrommelaan 10.

De Vergadering stelt aan als **stemopnemers**:

- Victor Delloye, geboren te Hoei op 27 september 1953, wonende te 1380 Lasne, Rue du Cortil Bailly 21, en

- Mark Keller, geboren te Atlanta (USA) op 15 januari 1963, wonende te 1225 Chêne-Bourg (Zwitserland), avenue Petit-Senn 31a.

Het bureau is aldus samengesteld overeenkomstig artikel 32 paragraaf 1 en 2 van de statuten.

De volgende Bestuurders zijn aanwezig :

- Paul Desmarais, jr.

- Ian Gallienne

- Jacques Veyrat

- Agnès Touraine

- Ségolène Gallienne-Frère

- Christian Van Thillo

SAMENSTELLING VAN DE VERGADERING

Zijn aanwezig of vertegenwoordigd, de aandeelhouders van wie de namen, voornamen en woonplaatsen, of de benamingen en zetels, evenals het aantal effecten van elk van hen, vermeld zijn in de hier aangehechte aanwezigheidslijst.

Deze aanwezigheidslijst wordt getekend door elk van de aandeelhouders of hun lasthebbers; zij wordt afgesloten en ondertekend door de leden van het bureau.

Na voorlezing, wordt deze aanwezigheidslijst bekleed met de vermelding "Bijlage" en door Ons, Notaris, getekend.

De in voormelde aanwezigheidslijst vermelde volmachten zijn alle onderhands en blijven eveneens hieraan gehecht.

UITEENZETTING VAN DE VOORZITTER

De Voorzitter zet uiteen en verzoekt ondergetekende notaris te akteren dat:

I. AGENDA:

Deze Vergadering heeft als agenda:

1. Vernietiging van eigen aandelen

Voorstel tot vernietiging van 5.200.000 eigen aandelen verkregen door de vennootschap.

De onbeschikbare reserve aangelegd voor de verkrijging van de eigen aandelen zou geannuleerd worden zoals voorgeschreven door artikel 7:219, §4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Bijgevolg zou het artikel 4 van de statuten als volgt gewijzigd worden:

"Het kapitaal wordt vastgesteld op zeshonderd drieënvijftig miljoen honderd zesendertig duizend driehonderd zesenvijftig euro en zesenviertig cent (653.136.356,46 euro).

Het wordt vertegenwoordigd door honderd drieëndertig miljoen tweehonderd duizend (133.200.000) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, die elk één / honderd drieëndertig miljoen tweehonderd duizendste (1/133.200.000^{ste}) van het kapitaal vertegenwoordigen.

Ieder van deze aandelen is volledig volgestort."

2. Verrijging en vervreemding van eigen aandelen

2.1. Voorstel om de vennootschap opnieuw toestemming te verlenen om, voor een periode van vijf (5) jaar ingaande op de datum van de bekendmaking van de notulen van deze Vergadering, een maximum van twintig percent (20%) van het aantal van haar bestaande eigen aandelen na afloop van deze Algemene Vergadering te verkrijgen tegen een prijs per aandeel die niet meer dan tien percent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twaalf (12) maanden die de verrichting voorafgaan en die niet meer dan tien percent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de twintig (20) laatste noteringen die de verrichting voorafgaan, en de

rechtstreekse dochtervennootschappen van de vennootschap opnieuw toestemming te verlenen om, in de zin en binnen de perken van artikel 7:221, 1^{ste} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, tegen dezelfde voorwaarden de aandelen van de vennootschap te verkrijgen.

Totdat dit voorstel is goedgekeurd en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad, blijft de bestaande toelating van toepassing.

2.2. Dienvolgens, onder voorbehoud van goedkeuring van voorstel tot besluit 2.1., zou artikel 7 van de statuten als volgt gewijzigd worden:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande toestemming van de Algemene Vergadering, overeenkomstig de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8.2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en binnen de grenzen die zij voorzien, een maximum van twintig percent (20%) van het aantal van haar bestaande eigen aandelen na afloop van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025 verkrijgen tegen een prijs per aandeel die niet meer dan tien percent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twaalf (12) maanden die de verrichting voorafgaan en die niet meer dan tien percent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de twintig (20) laatste noteringen die de verrichting voorafgaan. Deze mogelijkheid geldt ook voor de verkrijging van aandelen van de vennootschap door één van haar rechtstreekse dochtervennootschappen in de zin en binnen de perken van artikel 7:221, 1^{ste} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De voorafgaande toestemming geldt voor vijf jaar vanaf de dag van de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Overeenkomstig artikel 7:218, §1, 4° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is het de vennootschap toegestaan de verkregen aandelen te vervreemden in overeenstemming met voornoemd artikel, in ruil voor de aangeboden prijs, aan een of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel; in dit geval mogen de bestuurders die deze perso(o)n(en) of de met hen verbonden personen in feite vertegenwoordigen niet aan de stemming in de Raad van Bestuur deelnemen.”

3. Toegestaan kapitaal

3.1. Mededeling van het bijzonder verslag, opgesteld door de Raad van Bestuur overeenkomstig artikel 7:199 2^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarin de bijzondere omstandigheden waarin van het toegestaan kapitaal gebruik kan worden gemaakt en de hierbij nagestreefde doeleinden worden uiteengezet.

3.2. Voorstel tot hernieuwing van de aan de Raad van Bestuur toegekende bevoegdheid om gedurende vijf (5) jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van deze Buitengewone Algemene Vergadering, het kapitaal met een bedrag van vijftien miljoen euro (15.000.000,00 euro) te verhogen.

Totdat dit voorstel is goedgekeurd en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad, blijft de bestaande toelating van toepassing.

3.3. Dienvolgens, onder voorbehoud van goedkeuring van voorstel tot besluit 3.2., zou artikel 12 van de statuten als volgt gewijzigd worden:

“1. Het kapitaal mag verhoogd of verminderd worden bij beslissing van de Algemene Vergadering, genomen in de vorm en met inachtneming van de vereisten voor een statutenwijziging.

2. Bovendien, is de Raad van Bestuur bevoegd het kapitaal in een of meerdere malen te verhogen ten belope van vijftien miljoen euro (15.000.000,00 euro); deze bevoegdheid is geldig voor een periode van vijf

jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Deze bevoegdheid is een of meerdere malen hernieuwbaar, voor een termijn van niet meer dan vijf jaar, door de Algemene Vergadering van aandeelhouders beslissend onder de door de wet vastgestelde voorwaarden.

De kapitaalverhogingen waartoe krachtens onderhavige bevoegdheid wordt beslist, mogen verwezenlijkt worden door inbreng in geld, door inbreng in natura binnen de wettelijke grenzen, door omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves, of uitgiftepremies, met of zonder creatie van nieuwe aandelen, al dan niet bevoorrecht, met of zonder stemrecht, met of zonder inschrijvingsrecht.

Wanneer, in het kader van onderhavige bevoegdheid, de Raad van Bestuur beslist het kapitaal te verhogen door de uitgifte van nieuwe aandelen waarop in geld wordt ingeschreven, mag hij, in het belang van de vennootschap en mits naleving van de door de van kracht zijnde wettelijke bepalingen voorgeschreven voorwaarden, het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten. De Raad van Bestuur kan eveneens het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten in het voordeel van een of meerdere bepaalde personen die geen personeelsleden van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen zijn. In dit geval mag/mogen de bestuurder(s) die de begunstigde(n) zijn van de uitsluiting van het voorkeurrecht of een aan de begunstigde verbonden persoon in de zin van artikel 7:193, §1, 6^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in feite vertegenwoordigen niet deelnemen aan de stemming.

De Raad van Bestuur heeft in ieder geval de mogelijkheid om onder de bedingen en voorwaarden die hij nuttig acht, alle overeenkomsten te sluiten die bestemd zijn de inschrijving op alle of een gedeelte van de nieuw uit te geven effecten te verzekeren.

Wanneer hij gebruik maakt van de bevoegdheid het kapitaal te verhogen, is de Raad van Bestuur bevoegd, met mogelijkheid van indeplaatsstelling, de statuten aan te passen om het bedrag van het kapitaal en, ingeval van uitgifte van nieuwe effecten, het aantal aandelen te wijzigen, de historiek van het kapitaal te vervolledigen evenals in een statutaire overgangsbepaling aan te duiden in welke mate hij gebruik gemaakt heeft van zijn bevoegdheid het kapitaal te verhogen.

3. Wanneer een door de Raad van Bestuur besliste kapitaalverhoging een uitgiftepremie inhoudt, moet het bedrag van deze, na eventuele verrekening van kosten, toegewezen worden aan een onbeschikbare rekening die op dezelfde wijze als het kapitaal de waarborg van derden vormt en die enkel verminderd of opgeheven mag worden bij beslissing van de Algemene Vergadering beslissend overeenkomstig de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten voor een kapitaalvermindering, onder voorbehoud van de omzetting in het kapitaal door de Raad van Bestuur zoals voorzien in punt 2."

3.4. Voorstel tot hernieuwing van de aan de Raad van Bestuur toegekende bevoegdheid om gedurende vijf (5) jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van deze Buitengewone Algemene Vergadering, over te gaan tot uitgifte van converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, al dan niet achtergesteld, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten, al dan niet gehecht aan obligaties of andere effecten, en die op termijn aanleiding kunnen geven tot kapitaalverhogingen ten belope van een maximumbedrag zodat het bedrag van de kapitaalverhogingen ten gevolge van de uitoefening van het recht van omzetting of van inschrijvingsrechten, al dan niet gehecht

aan dergelijke effecten, de limiet van het resterende toegestane kapitaal van artikel 12 van de statuten niet overschrijdt.

Totdat dit voorstel is goedgekeurd en bekendgemaakt in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad, blijft de bestaande toelating van toepassing.

3.5. Dienvolgens, onder voorbehoud van goedkeuring van voorstel tot besluit 3.4., zou artikel 13 van de statuten als volgt gewijzigd worden:

“1. De vennootschap mag obligaties uitgeven; zij zijn op naam of in gedematerialiseerde vorm. Elke houder van gedematerialiseerde obligaties kan te allen tijde de omzetting van zijn effecten op naam aanvragen.

2. Wanneer het andere dan de hierna in punt 3 bedoelde obligaties betreft, mag de beslissing genomen worden door de Raad van Bestuur die het type en de rentevoet, de manier en het tijdstip van de aflossingen of terugbetalingen, de bijzondere waarborgen evenals alle overige uitgiftevoorwaarden bepaalt.

3. Wanneer het gaat om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, al dan niet achtergesteld, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten, al dan niet gehecht aan obligaties of andere effecten die op termijn aanleiding kunnen geven tot kapitaalverhogingen, wordt de beslissing genomen hetzij door de Algemene Vergadering die beslist overeenkomstig de door de wet vastgestelde voorwaarden, hetzij door de Raad van Bestuur binnen de perken van het toegestane kapitaal.

In dat geval is de Raad van Bestuur bevoegd te beslissen tot de uitgifte van deze effecten, in een of meerdere malen, ten belope van een maximaal bedrag zodat het bedrag van de kapitaalverhogingen ten gevolge van de uitoefening van het recht van omzetting of van de inschrijvingsrechten, al dan niet gehecht aan dergelijke effecten, de limiet van het resterende toegestane kapitaal van artikel 12 van de statuten niet overschrijdt.

Deze bevoegdheid is geldig gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Deze bevoegdheid is een of meerdere malen hernieuwbaar voor een termijn van niet meer dan vijf jaar door de Algemene Vergadering van aandeelhouders die beslist overeenkomstig de door de wet vastgestelde voorwaarden.

Wanneer de Raad van Bestuur voormelde effecten uitgeeft, is hij bevoegd om, in het belang van de vennootschap en mits naleving van de door de van kracht zijnde wettelijke bepalingen voorgeschreven voorwaarden, het voorkeurrecht van de aandeelhouders te beperken of uit te sluiten. De Raad van Bestuur kan eveneens het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten in het voordeel van een of meerdere bepaalde personen die geen personeelsleden van de vennootschap zijn, wanneer het gaat om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties. In dit geval mag/mogen de bestuurders die de begunstigde(n) van de uitsluiting van het voorkeurrecht of een aan de begunstigde verbonden persoon in de zin van artikel 7:193, §1, 6^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in feite vertegenwoordigen niet deelnemen aan de stemming.

Wanneer hij gebruik maakt van de mogelijkheid om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten uit te geven, is de Raad van Bestuur bevoegd, met bevoegdheid van indeplaatsstelling, in een statutaire overgangsbepaling aan te duiden in welke mate de verwezenlijkte uitgaven van aard zijn het kapitaal en het aantal uitgegeven effecten te verhogen, en mag hij, in de mate van de omzetting of terugbetaling van deze obligaties of de uitoefening van inschrijvingsrechten of van rechten op andere waarden, in de statuten het

bedrag van het geplaatste kapitaal en het aantal bestaande effecten aanpassen, en de historiek van het kapitaal vervolledigen.

De uitgiftepremies, indien die er zijn, worden toegewezen aan de rekening "Uitgiftepremies" die, zoals het kapitaal, de waarborg voor derden vormt, en waarover slechts kan beschikt worden overeenkomstig de voor de kapitaalvermindering van kracht zijnde wettelijke bepalingen, behoudens bij omzetting van deze premies in de rekening "Kapitaal".

4. Bevoegdheden

Voorstel om aan elke medewerker van Groep Brussel Lambert alle bevoegdheden, met mogelijkheid tot indeplaatsstelling en, in voorkomend geval, onverminderd andere bevoegdheidsdelegaties, te verlenen, om (i) de statuten te coördineren ten einde er bovenstaande wijzigingen in op te nemen, de gecoördineerde versies van de statuten te ondertekenen en ter griffie van de Ondernemingsrechtbank van Brussel neer te leggen en (ii) alle andere formaliteiten te vervullen betreffende de neerlegging of de bekendmaking van bovenstaande besluiten.

Om te kunnen worden aangenomen, vereisen de voorstellen onder punten 1. tot 3. van de agenda van deze Vergadering een quorum van de helft van het kapitaal en een meerderheid van drie vierde van de op de Vergadering uitgebrachte stemmen. Het voorstel in punt 4. vereist geen quorum en vereist de gewone meerderheid van de op de Vergadering uitgebrachte stemmen.

II. OPROEPINGEN

1. De oproepingen die de agenda bevatten werden gedaan overeenkomstig artikel 7:128 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en werden als volgt aangekondigd:

- via publicatie in het Belgisch Staatsblad van 2 april 2025 onder nummer 2025700858;
- via publicatie in L'Echo van 2 april 2025;
- via publicatie in De Tijd van 2 april 2025;
- in media waarvan redelijkerwijze mag worden aangenomen dat zij kunnen zorgen voor een doeltreffende verspreiding van de informatie bij het publiek in de Europese Economische Ruimte en die snel en op niet-discriminerende wijze toegankelijk is;
- op de vennootschapswebsite www.gbl.com onder de link <https://www.gbl.com/nl/general-meeting>.

Het bewijs hiervan werd meegedeeld aan de leden van het bureau.

2. De aandeelhouders op naam, de Bestuurders en de Commissaris werden opgeroepen per brief of e-mail, overeenkomstig artikel 2:32 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, op 2 april 2025. Een kopie van deze brief en e-mail werd meegedeeld aan de leden van het bureau.

III. QUORUM

Er bestaan thans honderdachtendertig miljoen vierhonderdduizend (138.400.000) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, die elk één / honderdachtendertig miljoen vierhonderdduizendste (1/138.400.000^{ste}) van het kapitaal vertegenwoordigen, allen volledig volgestort.

Er bestaan geen andere effecten die stemrecht verlenen op de Algemene Vergaderingen of waarvan de houders op de Algemene Vergaderingen uitgenodigd moeten worden overeenkomstig artikel 7:128 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

Na verificatie door de stemopnemers van de aanwezigheidslijst, de volmachten en de stemformulieren per brief, bedraagt het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders 1.231.

Deze aandeelhouders bezitten 84.960.070 aandelen op een totaal van 138.400.000 aandelen (d.w.z. 61,39 % of meer dan de helft van het kapitaal), die 132.482.319 stemmen vertegenwoordigen.

De Vergadering is dus in aantal om geldig over de voorstellen op de agenda te beraadslagen en te beslissen.

IV. TOELATING TOT DE VERGADERING

Om tot de Vergadering toegelaten te worden, hebben de aandeelhouders zich geschikt naar artikel 28 van de statuten met betrekking tot de toelatingsformaliteiten.

De Vergadering wordt live uitgezonden op de website van de vennootschap in videoformaat (*webcast*), ter attentie van aandeelhouders die de wens hebben geuit.

V. STEMRECHT – MEERDERHEID

Elk aandeel geeft recht op één stem met uitzondering van de aandelen met dubbel stemrecht, overeenkomstig artikel 11 van de statuten.

Om aangenomen te worden:

- moeten de voorstellen sub 1. tot 3. van de agenda drie vierden van de uitgebrachte stemmen te hebben verkregen (waarbij onthoudingen in de teller noch in de noemer worden meegerekend) overeenkomstig artikelen 7:215 §1 1° en 7:153 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

- moet het voorstel sub 4. van de agenda de eenvoudige meerderheid van de stemmen die aan de stemming deelnemen behalen, zonder rekening te houden met de onthoudingen, overeenkomstig artikel 27 alinea 3 van de statuten.

VI. VRAGEN

De Voorzitter en de aanwezige Bestuurders beantwoorden de vragen die door de aandeelhouders gesteld worden tijdens de zitting, in verband met de punten vermeld in de agenda.

VASTSTELLING VAN DE GELDIGHEID VAN DE VERGADERING

Deze uiteenzetting wordt door de Vergadering gecontroleerd en juist bevonden, zij erkent geldig samengesteld te zijn en beschouwt zich bevoegd om over de onderwerpen van de agenda te beraadslagen.

BERAADSLAGINGEN EN RESOLUTIES

De Vergadering vat de agenda aan en neemt, na beraadslaging, volgende besluiten:

1. Vernietiging van eigen aandelen

De Vergadering besluit over te gaan tot de vernietiging van 5.200.000 door de vennootschap verworven eigen aandelen en tot de opheffing van de onbeschikbare reserve aangelegd voor de verkrijging van de eigen aandelen, overeenkomstig artikel 7:219 §4 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De Vergadering besluit bijgevolg om artikel 4 van de statuten als volgt te wijzigen:

"Het kapitaal wordt vastgesteld op zeshonderd drieënvijftig miljoen honderd zesendertig duizend driehonderd zesenvijftig euro en zesenviertig cent (653.136.356,46 euro).

Het wordt vertegenwoordigd door honderd drieëndertig miljoen tweehonderd duizend (133.200.000) aandelen, zonder vermelding van nominale waarde, die elk één / honderd drieëndertig miljoen tweehonderd duizendste (1/133.200.000^{ste}) van het kapitaal vertegenwoordigen.

Ieder van deze aandelen is volledig volgestort."

STEM

Dit besluit wordt aangenomen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen, d.w.z.:

- Voor:	132.371.239	(99,92 %)
- Tegen:	110.182	(0,08 %)
- Onthoudingen:	898	

2. Verrijking en vervreemding van eigen aandelen

2.1. De Vergadering beslist om de Raad van Bestuur opnieuw toestemming te verlenen om, voor een periode van vijf (5) jaar ingaande op de datum van de bekendmaking van de notulen van deze Vergadering, een maximum van twintig percent (20%) van het aantal van haar bestaande eigen aandelen na afloop van deze Algemene Vergadering te verkrijgen tegen een prijs per aandeel die niet meer dan tien percent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twaalf (12) maanden die de verrichting voorafgaan en die niet meer dan tien percent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de twintig (20) laatste noteringen die de verrichting voorafgaan, en de rechtstreekse dochtervennootschappen van de vennootschap opnieuw toestemming te verlenen om, in de zin en binnen de perken van artikel 7:221, 1^{ste} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, tegen dezelfde voorwaarden de aandelen van de vennootschap te verkrijgen.

Deze toelating zal geldig zijn vanaf haar bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad. Tot deze bekendmaking blijft de bestaande toelating van toepassing.

STEM

Dit besluit wordt aangenomen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen, d.w.z.:

- Voor:	119.183.637	(89,97 %)
- Tegen:	13.284.174	(10,03 %)
- Onthoudingen:	14.508	

2.2. Dienvolgens beslist de Vergadering om artikel 7 van de statuten als volgt te wijzigen:

“De vennootschap kan, zonder voorafgaande toestemming van de Algemene Vergadering, overeenkomstig de artikelen 7:215 en volgende van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de artikelen 8.2 en volgende van het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, en binnen de grenzen die zij voorzien, een maximum van twintig percent (20%) van het aantal van haar bestaande eigen aandelen na afloop van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025 verkrijgen tegen een prijs per aandeel die niet meer dan tien percent (10%) lager mag zijn dan de laagste koers van de laatste twaalf (12) maanden die de verrichting voorafgaan en die niet meer dan tien percent (10%) hoger mag zijn dan de hoogste koers van de twintig (20) laatste noteringen die de verrichting voorafgaan. Deze mogelijkheid geldt ook voor de verkrijging van aandelen van de vennootschap door één van haar rechtstreekse dochtervennootschappen in de zin en binnen de perken van artikel 7:221, 1^{ste} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen.

De voorafgaande toestemming geldt voor vijf jaar vanaf de dag van de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Overeenkomstig artikel 7:218, §1, 4° van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen is het de vennootschap toegestaan de verkregen aandelen te vervreemden in overeenstemming met voornoemd artikel, in ruil voor de aangeboden prijs, aan een of meer bepaalde personen andere dan leden van het personeel; in dit geval mogen de bestuurders deze perso(o)n(en) of de met hen verbonden personen in feite vertegenwoordigen niet aan de stemming in de Raad van Bestuur deelnemen.”

3. Toegestaan kapitaal

3.1. De Vergadering ontslaat de Voorzitter om lezing te geven van het bijzonder verslag, opgesteld door de Raad van Bestuur overeenkomstig artikel 7:199 2^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, waarin de bijzondere omstandigheden waarin van het toegestaan kapitaal gebruik kan worden gemaakt en de hierbij nagestreefde doeleinden worden uiteengezet.

Elke houder van aandelen op naam heeft een kopie van dit verslag ontvangen of heeft er kennis van kunnen nemen zoals uiteengezet werd in punt III van de voorafgaande uiteenzetting van de Voorzitter.

Een exemplaar van dit verslag blijft aangehecht aan onderhavig proces-verbaal.

3.2. De Vergadering beslist om de aan de Raad van Bestuur toegekende bevoegdheid te hernieuwen om gedurende vijf (5) jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van deze Buitengewone Algemene Vergadering, het kapitaal met een bedrag van vijftien miljoen euro (65.000.000,00 euro) te verhogen.

Deze toelating zal geldig zijn vanaf haar bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad. Tot deze bekendmaking blijft de bestaande toelating van toepassing.

STEM

Dit besluit wordt aangenomen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen, d.w.z.:

- Voor:	129.105.462	(97,46 %)
- Tegen:	3.366.621	(2,54 %)
- Onthoudingen:	10.236	

3.3. Dienvolgens, beslist de Vergadering om artikel 12 van de statuten als volgt te wijzigen:

"1. Het kapitaal mag verhoogd of verminderd worden bij beslissing van de Algemene Vergadering, genomen in de vorm en met inachtneming van de vereisten voor een statutenwijziging.

2. Bovendien, is de Raad van Bestuur bevoegd het kapitaal in een of meerdere malen te verhogen ten belope van vijftien miljoen euro (65.000.000,00 euro); deze bevoegdheid is geldig voor een periode van vijf jaar vanaf de bekendmaking van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Deze bevoegdheid is een of meerdere malen hernieuwbaar, voor een termijn van niet meer dan vijf jaar, door de Algemene Vergadering van aandeelhouders beslissend onder de door de wet vastgestelde voorwaarden.

De kapitaalverhogingen waartoe krachtens onderhavige bevoegdheid wordt beslist, mogen verwezenlijkt worden door inbreng in geld, door inbreng in natura binnen de wettelijke grenzen, door omzetting van beschikbare of onbeschikbare reserves, of uitgiftepremies, met of zonder creatie van nieuwe aandelen, al dan niet bevoorrecht, met of zonder stemrecht, met of zonder inschrijvingsrecht.

Wanneer, in het kader van onderhavige bevoegdheid, de Raad van Bestuur beslist het kapitaal te verhogen door de uitgifte van nieuwe aandelen waarop in geld wordt ingeschreven, mag hij, in het belang van de vennootschap en mits naleving van de door de van kracht zijnde wettelijke bepalingen voorgeschreven voorwaarden, het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten. De Raad van Bestuur kan eveneens het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten in het voordeel van een of meerdere bepaalde personen die geen personeelsleden van de vennootschap of van haar dochtervennootschappen zijn. In dit geval mag/mogen de bestuurder(s) die de begunstigde(n) zijn van de uitsluiting van

het voorkeurrecht of een aan de begunstigde verbonden persoon in de zin van artikel 7:193, §1, 6^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in feite vertegenwoordigen niet deelnemen aan de stemming.

De Raad van Bestuur heeft in ieder geval de mogelijkheid om onder de bedingen en voorwaarden die hij nuttig acht, alle overeenkomsten te sluiten die bestemd zijn de inschrijving op alle of een gedeelte van de nieuw uit te geven effecten te verzekeren.

Wanneer hij gebruik maakt van de bevoegdheid het kapitaal te verhogen, is de Raad van Bestuur bevoegd, met mogelijkheid van indeplaatsstelling, de statuten aan te passen om het bedrag van het kapitaal en, ingeval van uitgifte van nieuwe effecten, het aantal aandelen te wijzigen, de historiek van het kapitaal te vervolledigen evenals in een statutaire overgangsbepaling aan te duiden in welke mate hij gebruik gemaakt heeft van zijn bevoegdheid het kapitaal te verhogen.

3. Wanneer een door de Raad van Bestuur besliste kapitaalverhoging een uitgiftepremie inhoudt, moet het bedrag van deze, na eventuele verrekening van kosten, toegewezen worden aan een onbeschikbare rekening die op dezelfde wijze als het kapitaal de waarborg van derden vormt en die enkel verminderd of opgeheven mag worden bij beslissing van de Algemene Vergadering beslissend overeenkomstig de aanwezigheids- en meerderheidsvereisten voor een kapitaalvermindering, onder voorbehoud van de omzetting in het kapitaal door de Raad van Bestuur zoals voorzien in punt 2."

3.4. De Vergadering beslist om de aan de Raad van Bestuur toegekende bevoegdheid te hernieuwen om gedurende vijf (5) jaar, te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van deze Buitengewone Algemene Vergadering, over te gaan tot uitgifte van converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, al dan niet achtergesteld, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten, al dan niet gehecht aan obligaties of andere effecten, en die op termijn aanleiding kunnen geven tot kapitaalverhogingen ten belope van een maximumbedrag zodat het bedrag van de kapitaalverhogingen ten gevolge van de uitoefening van het recht van omzetting of van inschrijvingsrechten, al dan niet gehecht aan dergelijke effecten, de limiet van het resterende toegestane kapitaal van artikel 12 van de statuten niet overschrijdt.

Deze toelating zal geldig zijn vanaf haar bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad. Tot deze bekendmaking blijft de bestaande toelating van toepassing.

STEM

Dit besluit wordt aangenomen met een meerderheid van drie vierden van de stemmen, d.w.z.:

- Voor:	129.018.853	(97,54 %)
- Tegen:	3.249.080	(2,46 %)
- Onthoudingen:	214.386	

3.5. Dienvolgens beslist de Vergadering om artikel 13 van de statuten als volgt te wijzigen:

"1. De vennootschap mag obligaties uitgeven; zij zijn op naam of in gedematerialiseerde vorm. Elke houder van gedematerialiseerde obligaties kan te allen tijde de omzetting van zijn effecten op naam aanvragen.

2. Wanneer het andere dan de hierna in punt 3 bedoelde obligaties betreft, mag de beslissing genomen worden door de Raad van Bestuur die het type en de rentevoet, de manier en het tijdstip van de aflossingen of terugbetalingen, de bijzondere waarborgen evenals alle overige uitgiftevoorwaarden bepaalt.

3. Wanneer het gaat om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, al dan niet achtergesteld, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten, al dan niet gehecht aan obligaties of andere effecten die op termijn aanleiding kunnen geven tot kapitaalverhogingen, wordt de beslissing genomen hetzij door de Algemene Vergadering die beslist overeenkomstig de door de wet vastgestelde voorwaarden, hetzij door de Raad van Bestuur binnen de perken van het toegestane kapitaal.

In dat geval is de Raad van Bestuur bevoegd te beslissen tot de uitgifte van deze effecten, in een of meerdere malen, ten belope van een maximaal bedrag zodat het bedrag van de kapitaalverhogingen ten gevolge van de uitoefening van het recht van omzetting of van de inschrijvingsrechten, al dan niet gehecht aan dergelijke effecten, de limiet van het resterende toegestane kapitaal van artikel 12 van de statuten niet overschrijdt.

Deze bevoegdheid is geldig gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking in de Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad van de notulen van de Buitengewone Algemene Vergadering van 2 mei 2025.

Deze bevoegdheid is een of meerdere malen hernieuwbaar voor een termijn van niet meer dan vijf jaar door de Algemene Vergadering van aandeelhouders die beslist overeenkomstig de door de wet vastgestelde voorwaarden.

Wanneer de Raad van Bestuur voormelde effecten uitgeeft, is hij bevoegd om, in het belang van de vennootschap en mits naleving van de door de van kracht zijnde wettelijke bepalingen voorgeschreven voorwaarden, het voorkeurrecht van de aandeelhouders te beperken of uit te sluiten. De Raad van Bestuur kan eveneens het voorkeurrecht van de aandeelhouders beperken of uitsluiten in het voordeel van een of meerdere bepaalde personen die geen personeelsleden van de vennootschap zijn, wanneer het gaat om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties. In dit geval mag/mogen de bestuurders die de begunstigde(n) van de uitsluiting van het voorkeurrecht of een aan de begunstigde verbonden persoon in de zin van artikel 7:193, §1, 6^{de} lid van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen in feite vertegenwoordigen niet deelnemen aan de stemming.

Wanneer hij gebruik maakt van de mogelijkheid om converteerbare of in aandelen terugbetaalbare obligaties, inschrijvingsrechten of andere financiële instrumenten uit te geven, is de Raad van Bestuur bevoegd, met bevoegdheid van indeplaatsstelling, in een statutaire overgangsbepaling aan te duiden in welke mate de verwezenlijkte uitgaven van aard zijn het kapitaal en het aantal uitgegeven effecten te verhogen, en mag hij, in de mate van de omzetting of terugbetaling van deze obligaties of de uitoefening van inschrijvingsrechten of van rechten op andere waarden, in de statuten het bedrag van het geplaatste kapitaal en het aantal bestaande effecten aanpassen, en de historie van het kapitaal vervolledigen.

De uitgiftepremies, indien die er zijn, worden toegewezen aan de rekening "Uitgiftepremies" die, zoals het kapitaal, de waarborg voor derden vormt, en waarover slechts kan beschikt worden overeenkomstig de voor de kapitaalvermindering van kracht zijnde wettelijke bepalingen, behoudens bij omzetting van deze premies in de rekening "Kapitaal".

4. Bevoegdheden

De Vergadering besluit alle bevoegdheden te verlenen aan elke medewerker van Groep Brussel Lambert met mogelijkheid tot indeplaatsstelling en, in voorkomend geval, onverminderd andere bevoegdheidsdelegaties, om (i) de statuten te coördineren ten einde er bovenstaande wijzigingen in op te nemen, de gecoördineerde versies van de statuten te ondertekenen en ter griffie van de Ondernemingsrechtbank van Brussel neer te leggen en (ii) alle andere formaliteiten te vervullen

betreffende de neerlegging of de bekendmaking van bovenstaande besluiten.

STEM

Dit besluit wordt aangenomen met een gewone meerderheid van stemmen, d.w.z.:

- Voor:	132.373.515	(99,99 %)
- Tegen:	3.317	(0,01 %)
- Onthoudingen:	105.487	

RECHT OP GESCHRIFT

Het recht op geschrift bedraagt honderd euro (100,00 €).

BEVESTIGING VAN IDENTITEIT

Overeenkomstig artikel 11 van de Ventôsewet, bevestigt de Notaris de naam, voornamen, geboorteplaats en datum en woonplaats van de comparanten op basis van hun identiteitskaart.

INFORMATIE – RAADGEVING

1. Het ontwerp van het proces-verbaal werd door het kantoor van ondergetekende Notaris verstuurd op 18 april 2025.

2. De leden van het bureau verklaren dat de Notaris hen volledig heeft ingelicht over hun rechten, verbintenissen en kosten die voortvloeien uit de rechtshandelingen waarbij zij betrokken zijn en dat hij hen op onpartijdige wijze raad heeft gegeven.

De zitting wordt geheven om 15 uur.

Van al het voorgaande heeft ondergetekende Notaris onderhavig proces-verbaal opgesteld.

WAARVAN PROCES-VERBAAL.

Datum en plaats voormeld.

En na toegelichte voorlezing, integraal wat betreft de delen van de akte dienaangaande bedoeld door de wet, en gedeeltelijk wat betreft de andere bepalingen, hebben de leden van het bureau met ons, notaris, deze ondertekend.

(Suivent les signatures)

Pour expédition conforme.

